

Ian Brossat (PCF) lance son «tour de France des maternités en lutte»

Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 11/02/2019 à 15:35 Publié le 11/02/2019 à 15:24

Ian Brossat, tête de liste du PCF aux élections européennes, a lancé aujourd'hui à Creil (Oise) son "tour de France des maternités menacées" aux côtés d'élus et habitants "en lutte" depuis un an contre la fermeture de leur maternité, récemment transférée à Senlis.

» **LIRE AUSSI - [Mayenne : le centre hospitalier suspend les accouchements](#)**

Depuis le 28 janvier, les habitantes du bassin creillois n'accouchent plus à l'hôpital de Creil, mais sur le site de Senlis, à environ 12 km. Ce regroupement, largement contesté, vise à "avoir un parcours de soins mieux organisé" pour les patientes, selon l'Agence régionale de Santé (ARS) des Hauts-de-France, qui justifie aussi sa décision par "les problèmes de recrutement médical nécessaire" pour une organisation sur deux sites. "Nous sommes venus protester contre la fermeture de cette maternité, de niveau trois, qui prenait en charge des accouchements compliqués et effectuait plus de 1500 naissances par an", dans une agglomération populaire déjà confrontée "au recul du service public" et à d'importantes difficultés sociales, a expliqué Ian Brossat à l'AFP.

Pour cette première étape, "emblématique", l'élu parisien était accompagné de la numéro 2 de sa liste aux européennes Marie-Hélène Bournard, militante CGT vue dans le documentaire "Merci patron", et d'autres élus communistes comme le député du Nord Alain Bruneel. L'urgentiste Loïc Pen, ancien chef des urgences de l'hôpital de Creil qui avait démissionné en décembre pour "refuser le transfert" de la maternité, se présente lui aussi sur la liste PCF. "En vingt ans, ce sont près de la

moitié des maternités françaises qui ont fermé, et nous voulons porter cette question à l'occasion des élections européennes, parce que ces fermetures sont les conséquences directes de politiques d'austérité appliquées en France comme à l'échelle de l'Europe", a poursuivi Ian Brossat.

Selon une étude de la Drees (service statistique des ministères sociaux), le nombre de maternités est passé de 814 en 1996 à 498 en 2016 en France métropolitaine. "Nous devons nous affranchir, dans les traités européens, de cette fameuse règle des 3% de déficit public que nous n'aurions pas le droit de dépasser et qui impose la destruction du service public", a plaidé l'élu communiste.

Par ailleurs, "depuis maintenant dix ans, la Banque centrale européenne (BCE) a versé 3000 milliards d'euros aux banques privées sans conditions. Nous proposons qu'elle puisse plutôt alimenter un fonds pour le développement de notre service public", a-t-il dit. Le "tour de France des maternités menacées" se poursuivra dimanche à la maternité du Blanc (Indre), puis "tout au long de la campagne des européennes".

LIRE AUSSI :

» [Indre : première naissance aux urgences du Blanc depuis la fermeture de la maternité](#)